

A la COP biodiversité, les négociations stagnent

Succès populaire, la COP de Cali, en Colombie, attend l'arrivée des dirigeants pour faire avancer les sujets-clés

CALI (COLOMBIE) - envoyée spéciale

Sur un « mur à idées » en faveur de la biodiversité, Vanessa Sanchez a collé un bout de papier rose. « Protégeons et défendons les droits des animaux », a écrit cette étudiante de 22 ans. Comme des dizaines de milliers d'autres personnes depuis l'ouverture de la 16^e Conférence des parties sur la biodiversité (COP16), le 21 octobre, elle est venue découvrir le vaste espace consacré à la société civile, appelé « zone verte » et installé en plein cœur de Cali, dans le sud-ouest de la Colombie. « Je suis très fière que ma ville organise la COP16, raconte-t-elle. Je suis connectée à la nature car je suis d'une famille d'agriculteurs, ils m'ont transmis cela. Sans biodiversité, nous ne pourrions pas vivre. »

La Colombie a d'ores et déjà rempli une partie de son pari : faire de la COP16 la « COP des gens » - l'un des slogans de ce rendez-vous. Vitrites présentant différents types d'écosystèmes, expositions en réalité virtuelle, stands pour mobiliser contre un projet d'exploitation minière ou pour vendre des produits artisanaux, mais aussi rassemblement de cyclistes, manifestation de représentants des peuples autochtones, concerts et conférences... La foule se presse dans le parc du centre-ville qui enjambe la rivière Cali.

Blocages majeurs

A une dizaine de kilomètres au nord, la « zone bleue » fait également le plein : placée sous l'égide des Nations unies, elle réunit les délégations de quelque 200 pays. Du centre de conférences, celles-ci ont vue sur les collines qui entourent la ville. Plus de 20 000 personnes sont accréditées, ce qui fait de ce rendez-vous la « plus grande COP sur la biodiversité » jamais organisée.

Si la fréquentation atteint des records, les négociations ne connaissent, à ce stade, qu'un succès très limité. Deux ans après l'adoption de l'accord de Kunming-Montréal lors de la COP15, qui s'est tenue au Canada, l'enjeu est de s'assurer que les grands objectifs du cadre mondial seront bien mis en œuvre à l'échelle des Etats. Vendredi 25 octobre, la présidente de la COP et ministre colombienne



Lors d'une conférence dans le cadre de la COP16, à Cali (Colombie), le 23 octobre. JOAQUIN SARMIENTO/AFP

« Le financement de la biodiversité devrait aller là où se trouve la biodiversité »

ANDRÉ ARANHA CORRÊA
DO LAGO
négociateur brésilien

de l'environnement, Susana Muhamad, se montrait positive. « Il y a eu des progrès importants dans les négociations », a-t-elle assuré. « Le climat est très constructif. »

Si certains sujets ont bien enregistré des avancées, des blocages majeurs persistent pourtant sur les dossiers-clés. « Nous sommes à mi-chemin de la COP, mais pas à mi-chemin des négociations », analyse Georgina Chandler, responsable des politiques et des campagnes de la Société zoologique de Londres. Cette première semaine a

en quelque sorte été un échauffement. Les financements et le partage des bénéfices liés aux ressources génétiques sont les deux questions qui détermineront l'issue de la COP. « Nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir avant de parvenir à un consensus, et les choses peuvent mal tourner car certaines divergences d'opinions entre les parties sont assez fondamentales », reconnaît aussi le diplomate européen Hugo-Maria Schally.

L'arrivée d'environ 110 ministres et de quelques chefs d'Etat, attendus à Cali en début de deuxième semaine, sera décisive pour tenter de faire aboutir les discussions. Alors qu'il avait confirmé sa présence, le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, ne devrait finalement pas pouvoir faire le déplacement en raison d'un problème de santé.

Sur les financements, pays du Sud et du Nord jouent en grande partie le match de la précédente COP : les premiers, Etats africains

en tête, insistent sur les obstacles qui les empêchent de bénéficier des ressources du Fonds mondial pour l'environnement (FEM) et réclament la création d'un nouveau fonds. « Le financement de la biodiversité devrait aller là où se trouve la biodiversité. La voix des pays qui supportent un fardeau plus lourd devrait compter davantage dans le système de gouvernance du FEM », a lancé le négociateur brésilien, André Aranha Corrêa do Lago, en début de COP.

Question de la dette

Les seconds, dont l'Union européenne et la France, répètent au contraire que créer un nouveau mécanisme prendra du temps et n'entraînera pas une hausse des contributions des pays donateurs. Ils plaident pour améliorer les modalités d'accès des plus vulnérables aux dispositifs existants. « Il va falloir bâtir beaucoup de confiance entre les parties », observe Lin Li, directrice de la politi-

que mondiale et du plaidoyer du WWF international. Les Etats vont devoir arrêter de simplement réitérer leur point de vue et travailler à trouver une solution. »

Ce bras de fer s'inscrit dans un contexte de déficit de financements en faveur de la biodiversité et de tensions entre pays industrialisés et ceux en développement. En début de semaine, plusieurs Etats devraient prendre de nouveaux engagements financiers. « Si des pays font des annonces importantes, cela va peser dans la balance », souligne Juliette Landry, spécialiste de la gouvernance de la biodiversité à l'Institut du développement durable et des relations internationales.

Au-delà du fonds, les Etats sont aussi censés bâtir une stratégie permettant de mobiliser 200 milliards d'euros par an d'ici à 2030, toutes ressources confondues. Susana Muhamad a réaffirmé vendredi que cet objectif ne pouvait être dissocié d'une discus-

Les Etats sont censés bâtir une stratégie pour mobiliser 200 milliards d'euros par an d'ici à 2030

sion plus large sur la réforme de l'architecture financière, à mener avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. « On ne peut pas continuer à penser que l'on va combler le manque de financement sans s'intéresser à la façon dont les agences de crédit notent les pays ou à la question de la dette. C'est d'une transformation socio-économique que nous avons besoin », a-t-elle fait valoir.

Pour Aleksandar Rankovic, professeur de politiques environnementales à Sciences Po et cofondateur du think tank The Common Initiative, cette question de la dette est centrale. « De nombreux pays sont piégés dans un cercle vicieux : la dégradation de l'environnement et les chocs entraînent une augmentation de leur dette, par exemple pour réparer les dommages, une marge budgétaire réduite pour investir dans des actions en faveur du climat et de la biodiversité, et donc une vulnérabilité accrue aux chocs futurs », explique-t-il.

Le dossier sensible du partage des bénéfices issus du séquençage numérique des ressources génétiques nécessitera lui aussi une forte implication des responsables politiques, alors qu'un très grand nombre de questions doivent être tranchées. « Les discussions sont animées et elles vont sans doute le rester », observe Lin Li.

Les pays en développement souhaitent notamment que ceux qui utilisent à des fins commerciales des génomes issus de plantes ou d'animaux, récupérés dans d'immenses bases de données, versent 1 % de leurs revenus à un fonds en faveur de la biodiversité. Les représentants de l'industrie pharmaceutique, l'un des principaux secteurs concernés, ont fait part cette semaine de leurs « sérieuses inquiétudes » quant à la possible instauration d'une telle taxe. ■

FERRINE MOUTERDE

Au Canada, un parc mythique amputé d'arbres multiséculaires

Le Stanley Park, joyau de Vancouver, subit une invasion d'insectes qui déciment ses arbres. Des citoyens se mobilisent contre les coupes

VANCOUVER (CANADA) - envoyée spécial

Impossible de se sentir en ville au milieu du Stanley Park, pourtant à deux pas des buildings de Vancouver, en Colombie-Britannique. S'y promener, c'est plonger au cœur de la forêt humide, celle qui oxygène et qui impressionne par sa splendeur. Ici, certains arbres sont en passe de souffler leur premier millénaire, ou dépassent les soixante mètres de haut. Près de vingt millions de personnes s'y pressent chaque année pour marcher parmi les pruches de l'ouest - de grands conifères -, les sapins de Douglas et les cèdres rouges, parfois larges de cinq mètres, dont l'odeur poivrée se mêle à celle de la mousse. L'humidité de la mer, en contrebas, a fait naître une nature sous stéroïdes.

Le vert pomme ne laisse guère apercevoir le bleu du ciel. Quoique depuis un an, les trouées se multiplient au milieu des géants. La responsable? L'arpenreuse de la pruche (*Lambdina fiscellaria*),

une espèce d'insecte qui décime le parc. Vorace, ce lépidoptère entaille les aiguilles qui virent au rouge et meurent, emportant rapidement l'arbre. D'autant que la sécheresse prolongée qui sévit dans l'ouest du Canada dope l'épidémie. C'est l'hécatombe. La firme de foresterie Blackwell estime que 160 000 arbres ont déjà été atteints. La mairie a demandé le retrait en urgence des arbres qui sont atteints, car ils peuvent tomber sur les passants.

Les militants du groupe Save Stanley Park refusent cette issue et veulent stopper les abattages. « C'est un endroit magique, la paix t'envahit aux pieds de ces arbres. Mais là, la magie s'en va, on rase la mémoire de la ville », soupire Michael Caditz, contemplant une large souche. Ses compagnons et lui ancrent leur combat dans la défense des forêts côtières anciennes, une mobilisation en plein essor en Amérique du Nord face au réchauffement climatique. Ces écosystèmes majestueux figurent parmi les plus grands capteurs de carbone de la planète. Alors que

les militants se promènent, un véhicule passe sur le chemin, avec du matériel de foresterie. « Vous allez encore en couper? Stop! », leur lance Jillian Maguire, enseignante, qui dit vouloir occuper à temps plein le parc, la semaine prochaine, si on ne l'écoute pas.

Bataille devant les tribunaux

L'arpenreuse de la pruche fait partie de l'écosystème du parc, où 1500 espèces indigènes cohabitent, et ses ravages ne sont pas une nouveauté. « Ces coupes empêchent le cycle de la forêt, qui a besoin des arbres morts. Elles déséquilibrent les 230 espèces d'oiseaux qui vivent ici. En autorisant ça, on a donné les clés de la forêt aux entreprises, comme on le faisait il y a cinquante ans », tonne Norman Oberson, contrôleur de risque forestier et membre de Save Stanley Park. L'industrie du bois a longtemps été la vache à lait de l'Ouest canadien. Près d'un tiers des emplois y était lié dans les années 1970, en Colombie-Britannique, et 345 000 Canadiens travaillent toujours dans ce sec-

La mairie a demandé le retrait en urgence des arbres qui sont atteints, car ils peuvent tomber

teur, le double de la France métropolitaine.

Les membres de Save Stanley Park livrent aussi bataille devant les tribunaux. Ils disent voir un conflit d'intérêts dans la gestion du parc, puisque l'entreprise qui a évalué les dommages de l'insecte est la même qui coupe les arbres. Leur premier combat devant la justice a été perdu devant la Cour suprême de Colombie-Britannique le 1^{er} octobre, mais la juge a reconnu « des questions crédibles et légitimes » sur la manière dont le retrait des arbres a été permis. Ils sont appuyés par des scientifiques - tandis que d'autres sou-

tiennent la mairie -, dont une ancienne chercheuse au ministère fédéral de l'environnement, Rhonda Millikin. Cette dernière estime que l'abattage cause des dommages irréparables au parc et augmente le risque d'incendie.

Depuis quelques semaines, le message des militants porte davantage. Au début du mois d'octobre, une quarantaine de personnes ont demandé des comptes à la mairie. Certains ont peur que Vancouver accélère les abattages dans le futur, face au changement climatique. D'autres redoutent que la ville ne tente de faire du profit aux dépens des arbres.

« Sécurité publique »

Selon Joe McLeod, le directeur associé au sein du Vancouver Board of Parks and Recreation, le service public chargé des parcs et des plages de la ville, un panel d'experts municipaux atteste du bien-fondé du projet. « La plupart des arbres coupés sont très dégradés. Ce n'est pas une opération commerciale! Les revenus générés sont minimes. » Lors de la première

phase du projet, qui a vu partir 8 000 arbres, 3 000 mètres cubes de bois ont été transformés en billots vendables. Une part est donnée aux Premières Nations, qui ont une relation forte avec le parc, car ces populations se servent de ses ressources forestières pour leur artisanat.

Joe McLeod regrette la teneur de ce débat devenu trop sensible : « Les émotions ne doivent pas faire partie d'une discussion sur la sécurité publique », affirme-t-il. Si on nous empêche de travailler, il faudra fermer des sections du parc. C'est une course contre la montre. Est-ce qu'on demanderait une consultation publique pour un pont dangereux sur le point de s'effondrer? » Pour sa part, Michael Caditz promet de vite reprendre le chemin des tribunaux, même au détriment de sa santé : il a décidé de se priver d'une opération aux dents pour pouvoir financer son combat. « Si je peux bloquer les coupes et que je ne le fais pas, même avec de bonnes dents, j'aurai toujours mal! » ■

Elliott Dumoulin